



27 novembre 2017

(17-6482)

Page: 1/4

**Comité du commerce et du développement
Session extraordinaire**

**RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DU
DÉVELOPPEMENT RÉUNI EN SESSION EXTRAORDINAIRE,
MME L'AMBASSADRICE TAN YEE WOAN (SINGAPOUR),
AU COMITÉ DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES**

1.1. Je présente ce rapport sur les travaux menés en 2017 en qualité de Présidente de la Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement (ci-après la "Session extraordinaire"). Ce rapport est factuel et est présenté sous ma propre responsabilité.

1.2. Je ne répéterai pas tout de ce que j'ai déjà dit dans le dernier rapport que j'ai présenté à la réunion informelle du CNC et des Chefs de délégation le 24 octobre 2017, qui a ensuite été distribué sous la cote JOB/GC/145. Le rapport que je présente aujourd'hui porte essentiellement sur les travaux menés par la Session extraordinaire depuis mon rapport d'octobre.

1.3. Les Membres se souviendront qu'en juillet 2017, le G-90 a présenté des propositions de texte concernant dix dispositions relatives au traitement spécial et différencié (TSD) (JOB/DEV/48-JOB/TNC/60). Ces propositions ont été présentées officiellement à la réunion formelle du 19 juillet 2017. Ensuite, la Session extraordinaire a tenu neuf autres réunions, dont beaucoup ont pris la forme, dans les cas où cela était approprié, de réunions informelles ouvertes pour permettre un débat franc et ouvert sur les propositions en question. En outre, des discussions ont été menées sous la forme de consultations bilatérales et plurilatérales avec les Membres dans différentes configurations.

1.4. À ce jour, la Session extraordinaire a effectué deux lectures approfondies des propositions.

1.5. La première lecture, effectuée lors des deux réunions tenues en septembre de cette année, a permis de constater un engagement sur le fond. Même si les positions restaient très divergentes, les Membres ont posé des questions et demandé des éclaircissements aux proposant afin de mieux comprendre leurs préoccupations concernant la capacités des dispositions de l'OMC existantes de résoudre les difficultés qu'ils rencontraient. Les questions et observations écrites formulées par les Membres ont été distribuées à tous les Membres par le Secrétariat pour permettre une discussion constructive sur les propositions et, en particulier, pour que leurs auteurs fournissent des réponses appropriées.

1.6. Dans mes efforts pour élaborer un plan de travail clair en vue de la CM11 et identifier les zones d'atterrissage possibles, j'ai mené une série de consultations informelles afin de demander aux Membres leur avis sur trois points.

1.7. Premièrement, comment les Membres envisageaient-ils le déroulement des travaux de la Session extraordinaire dans le temps qu'il restait avant la CM11? Avaient-ils des suggestions qui pourraient aider à obtenir des résultats tangibles? Deuxièmement, quelles autres approches pourraient être explorées pour assurer des progrès significatifs dans les travaux de la Session extraordinaire? Troisièmement, est-ce que les Membres entrevoyaient ou identifiaient des domaines de convergence? Avaient-ils de la flexibilité pour une ou plusieurs des propositions? Dans l'affirmative, pour quelle(s) proposition(s)?

1.8. Ces consultations ont été constructives et ont permis un échange de vues franc. Toutefois, elles n'ont pas abouti à une feuille de route claire identifiant une zone d'atterrissage pour les travaux à venir de la Session extraordinaire. Les positions demeuraient fondamentalement très divergentes, comme je l'ai expliqué dans mon rapport du 24 octobre.

1.9. Aux deux réunions de reprise de la Session extraordinaires tenues en octobre, le G-90 a répondu aux questions/demandes de précisions concernant les propositions.

1.10. La Session extraordinaire a continué de travailler sur les questions dont elle était saisie au cours des cinq autres réunions tenues les 9, 14, 16, 20 et 23 novembre. Elle a conclu sa deuxième série de discussions de fond sur les propositions à sa réunion du 16 novembre.

1.11. Globalement, lors des deux lectures approfondies, le niveau d'engagement sur les diverses propositions a été variable. Lorsqu'il y a eu engagement, cela a permis aux Membres de mieux comprendre les points de vue de chacun. Pour d'autres propositions, en particulier la composante "industrialisation", qui comprend les trois propositions relatives à l'Accord sur les MIC, aux sections A et C de l'article XVIII du GATT et à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, le niveau d'engagement n'a pas été à la hauteur des attentes des auteurs des propositions. Un Membre a indiqué à plusieurs reprises qu'il ne s'engagerait pas sur la base de l'approche actuelle et des propositions qui étaient sur la table.

1.12. Quel que soit le niveau d'engagement, mon évaluation de la situation était que les divergences fondamentales dans les positions des Membres restaient très importantes et que les Membres n'étaient pas plus proches d'un accord. Les proposants continuaient de soutenir que les flexibilités demandées étaient nécessaires pour encourager l'industrialisation, promouvoir la diversification et faciliter la transformation structurelle de leurs économies. Certains Membres estimaient au contraire que le fait d'accorder ces flexibilités enverrait un signal négatif laissant entendre que les règles commerciales multilatérales ne favorisent pas le développement. Toute solution aux questions soulevées dans les propositions doit être réaliste et basée sur les faits, et toute dérogation aux règles ne devrait être envisagée que dans des circonstances exceptionnelles et uniquement pour ceux qui en ont vraiment besoin. Les divergences concernant la "différenciation" persistaient également.

1.13. Sans certitude quant à la voie à suivre et pour permettre une évaluation honnête de l'état d'avancement de nos travaux et recueillir les vues des Membres sur la manière d'avancer, j'avais posé aux Membres les questions suivantes: i) que devrions-nous faire pour avancer dans le temps qu'il nous reste? ii) comment nous et nos ministres pourrions traiter cette question à Buenos Aires? et iii) comment pouvons-nous mieux nous préparer pour Buenos Aires?

1.14. En réponse à mes questions, les auteurs des propositions ont indiqué qu'ils souhaitaient que la Session extraordinaire poursuive ses travaux en vue d'un éventuel résultat sur le TSD à la CM11. Ils souhaitaient également que les Ministres s'engagent activement sur ces propositions à Buenos Aires. Ils étaient convaincus que l'engagement des Ministres permettrait à ces derniers de mener une discussion constructive sur la manière dont les pays en développement Membres, en particulier les PMA, pouvaient mieux s'intégrer dans le système commercial multilatéral. Plusieurs Membres partageaient l'avis des proposants selon lequel il fallait poursuivre les efforts pour trouver une zone d'atterrissage pour la CM11.

1.15. En revanche, certains Membres estimaient que le débat sur les propositions avait atteint ses limites et que tout travail supplémentaire sur les mêmes propositions ou sur des versions révisées de ces propositions ne serait, au mieux, qu'une redite de ce qui avait déjà été soulevé. Étant donné le manque de temps et la charge de travail avant la CM11, cela ne ferait que détériorer la qualité du débat et ne mènerait nulle part. Ces Membres pensaient que le fait de transmettre des propositions "immatures" à Buenos Aires pour examen par les Ministres n'était pas la bonne façon de procéder. Plusieurs Membres étaient d'avis qu'une convergence sur ces propositions n'était possible ni à la CM11 ni même après. Certains étaient prêts à poursuivre le débat même s'ils ne pensaient pas qu'une convergence de vues soit possible sur la base de l'approche et des propositions actuelles.

1.16. À la réunion de la Session extraordinaire du 20 novembre 2017, j'ai résumé le débat en indiquant aux Membres que je tiendrais des consultations informelles afin de déterminer

clairement la voie à suivre. Ces consultations ont eu lieu le 22 novembre 2017. Le G-90 a rappelé l'importance d'un dialogue entre les Ministres à Buenos Aires sur les questions relatives au TSD, que la Session extraordinaire examinait depuis longtemps au niveau technique sans grands résultats jusqu'à présent. Les membres du Groupe ont soutenu avec fermeté que toute discussion menée par les Ministres devrait être basée sur les dix propositions que les Membres examinaient depuis septembre de cette année. Ils ont aussi souligné que les propositions du G-90 devaient bénéficier du même traitement que celui qui serait accordé aux autres propositions/questions qui étaient sur la table.

1.17. Selon un avis exprimé tout aussi fermement par d'autres Membres, s'il devait y avoir engagement des Ministres, il serait peut-être plus constructif qu'ils examinent des questions politiques, commerciales et de développement plus larges au lieu des dix propositions. Certains n'étaient pas favorables à l'idée que la Session extraordinaire se réunisse à Buenos Aires. Un Membre en particulier s'est opposé catégoriquement à l'idée que la Session extraordinaire transmette les propositions à la CM11 pour examen par les Ministres. Il était toutefois admis que tous les Membres avaient le droit de soumettre une question pour examen à la Conférence ministérielle.

1.18. Bien que mes consultations du 22 novembre 2017 se soient révélées utiles pour approfondir l'examen des trois questions relatives au processus que j'avais posées, elles n'ont permis de répondre clairement à aucune de ces questions. Il était généralement admis que les questions que les Membres étaient en train d'essayer de régler étaient importantes. Les Membres campaient sur leurs positions, lesquelles traduisaient de grandes divergences de vues concernant la meilleure manière de traiter ces questions et de trouver des solutions appropriées. Toutefois, aucun Membre ne s'est opposé à ce que les Ministres aient à Buenos Aires une discussion sur les questions de développement.

1.19. La Session extraordinaire s'est de nouveau réunie le 23 novembre 2017, réunion à laquelle j'ai présenté un rapport factuel sur les travaux menés par la Session au sujet des questions mentionnées ci-dessus, et en particulier sur les consultations informelles tenues le 22 novembre à propos des questions relatives au processus à suivre dans les jours restants avant la CM11 et pendant la Conférence.

1.20. Après que j'ai présenté mon rapport, le G-90 a dit qu'il envisageait de soumettre les dix propositions aux Ministres pour action à la CM11. Plusieurs membres du G-90 sont intervenus pour mettre en avant leurs préoccupations et les déséquilibres perçus dans les règles commerciales multilatérales, et donc la nécessité de revoir le TSD, en particulier pour les Membres les plus faibles. Rappelant qu'au cours des 16 dernières années, ils étaient passés de 88 propositions initiales relatives au TSD à 25 en 2015, puis à seulement 10 en 2017, ils se sont dits déçus par le manque de volonté de certains Membres de répondre aux préoccupations des pays en développement et des PMA et de résoudre les difficultés que ces pays rencontraient dans leurs efforts pour mieux s'intégrer dans le système commercial multilatéral.

1.21. Les membres du G-90 ont également signalé qu'il y avait un décalage entre le mandat donné par les Ministres aux paragraphes 5, 31 et 32 de la Déclaration de Nairobi et les travaux menés par les Membres dans le cadre de la Session extraordinaire. Les propositions devraient être envoyées aux Ministres à Buenos Aires, car le débat technique mené à Genève n'avait donné aucun résultat. Un engagement des Ministres était nécessaire pour qu'une décision politique soit prise sur cette question. Les membres du G-90 ont souligné que les propositions relatives au TSD devraient bénéficier du même traitement (parité) que les autres propositions concernant d'autres domaines examinées dans le cadre de l'Organisation. Par ailleurs, plusieurs intervenants ne faisant pas partie du G-90 se sont dits favorables aux propositions et à leur transmission aux Ministres à Buenos Aires.

1.22. En outre, un Membre a demandé des éclaircissements concernant un certain nombre de questions liées au processus et a posé des questions sur la désignation d'un facilitateur, le calendrier des réunions de la Session extraordinaire à Buenos Aires et la voie qui mènerait à une décision ministérielle.

1.23. Dans les observations finales que j'ai formulées à la réunion de la Session extraordinaire du 23 novembre, j'ai encouragé les Membres à utiliser le temps qu'il restait avant la CM11 pour

réfléchir et discuter, entre eux, de la manière de préparer un dialogue constructif des Ministres sur cette question à Buenos Aires.

1.24. Ensuite, en réponse à ma demande, plusieurs Membres ont suggéré qu'il serait utile de communiquer à la Présidence des questions générales sur le commerce et le développement pour aider à structurer le débat des Ministres et le rendre efficace et constructif.

1.25. Par conséquent, en tant que Présidente de la Session extraordinaire et dans un souci de transparence et d'inclusion, j'avais adressé un fax aux Membres le 24 novembre pour leur demander de formuler, le cas échéant, des questions générales sur le commerce et le développement pouvant servir de cadre au débat ministériel et de les adresser au Secrétariat au plus tard le lundi 27 novembre 2017, avant l'heure de fermeture des bureaux.

1.26. En réponse à ma demande, certains Membres ont envoyé leurs propositions de questions destinées à cadrer la discussion sur le commerce et le développement qui serait menée par les Ministres à la CM11. Dans un souci de transparence, j'envisage de communiquer ces questions aux Membres et, s'il reste assez de temps, j'aimerais convoquer une réunion informelle ouverte pour permettre, s'il y a lieu, un premier échange de vues entre les Membres avant Buenos Aires.

1.27. Dans le cadre de tous les travaux menés par la Session extraordinaire et en tant que Présidente de cet organe de négociation, je me suis attachée à encourager un dialogue constructif susceptible de déboucher sur des résultats livrables concrets à la CM11. Le chemin est encore long pour aplanir les divergences existantes. Toutefois, je garde l'espoir que les discussions qui seront menées au niveau ministériel à Buenos Aires sur les questions de commerce et de développement nous aideront à mieux comprendre les questions qui sont sur la table et nous donneront donc des orientations pour faire avancer nos travaux à Genève dans ce domaine important.
